

## Kenya/Nouvelle manifestation de l'opposition Deux morts et 6 blessés par balles

AFP  
Nairobi/Kenya

*Les manifestants réclamaient, une nouvelle fois, la dissolution de la commission électorale qu'ils jugent favorable au camp présidentiel.*

DEUX personnes ont été tuées et six autres blessées hier à Kisumu, dans l'ouest du Kenya, lorsque la police a dispersé l'une des manifestations organisées par l'opposition pour réclamer à nouveau la dissolution de la commission électorale, après l'échec de discussions avec le gouvernement.

Les deux morts, des hommes, portaient des traces de blessures par balle, selon des témoins contactés par l'AFP depuis Nairobi. Plusieurs manifestants ont affirmé qu'ils avaient été victimes des tirs de la police, qui n'a pas réagi dans l'immédiat à ces accusations.

Le premier corps a été placé par des jeunes devant la morgue d'un hôpital de Kisumu, en signe de protestation. Le deuxième corps a, lui, été déposé au milieu d'une route alors que de violents affrontements opposaient les ma-

nifestants à la police. Kisumu, au bord du lac Victoria, est acquise à l'opposition qui, avec des organisations de la société civile, a déjà organisé plusieurs manifestations à travers le pays contre la commission électorale (IEBC) depuis le 25 avril. Selon ces organisations, la commission est favorable au camp présidentiel et ne peut garantir l'équité de l'élection présidentielle d'août 2017, qui devrait opposer une nouvelle fois l'actuel président Uhuru Kenyatta, 54 ans, au chef de l'opposition, Raila Odinga, 71 ans.

Dès que les manifestants de Kisumu ont pris connaissance des deux décès, des heurts violents ont éclaté avec la police anti-émeute, dans le bidonville de Kondele et au centre-ville de Kisumu, où la tension restait palpable en début de soirée.

Des magasins ont été pillés et deux supermarchés détruits. Les policiers ont utilisé des canons à eau, des gaz lacrymogènes et des tirs de semonce pour essayer de disperser des jeunes qui leur jetaient des pierres tout en leur demandant de leur tirer dessus.

Six personnes ont également été hospitalisées à Kisumu pour des blessures



Photo : AFP

La nouvelle manifestation de l'opposition a dégénéré hier avec la mort par balles de deux personnes à Kisumu, dans l'ouest du pays.

par balles, selon la Croix-Rouge. Des témoins assurent qu'un enfant de cinq ans figure parmi eux.

"Ce n'est pas juste. La police ne peut pas tirer sur les gens à chaque fois qu'ils exercent leurs droits. Cet homme a été tué par balles alors qu'il manifestait", a réagi l'un des manifestants, Michael Omondi, après le premier décès.

**CALME A NAIROBI.** "La dernière fois, ils ont tué quelqu'un et prétendu qu'il s'était blessé en tombant. Que vont-ils dire aujourd'hui après la mort de cet homme ? Parce que clairement, on lui a tiré dessus", a insisté un autre habitant de Kisumu, Charles Otieno. Selon la police, trois manifestants avaient été tués le 23 mai dans l'ouest du

Kenya: deux avaient été abattus par les forces anti-émeute à Siaya, et le troisième était décédé après avoir chuté en fuyant les gaz lacrymogènes à Kisumu.

L'opposition avait décidé le 25 mai de suspendre les manifestations pour ouvrir le dialogue avec le gouvernement. Mais les discussions n'ont pas abouti et la coalition d'opposition (Cord) a décidé de descendre à nouveau dans la rue.

La Haute cour kényane, saisie par des députés de la majorité qui souhaitaient que les manifestations soient interdites, n'a pas accédé à leur requête. Elle a demandé hier à la police de respecter le droit des opposants à manifester, tout en garantissant l'or-

dre public.

Sitôt l'annonce de la Haute cour, des manifestants se sont rassemblés en fin de matinée à Uhuru Park, au centre de la capitale Nairobi. Ils ont ensuite été rejoints par les dirigeants de l'opposition et ont marché dans le calme vers les locaux de la Commission électorale.

La police de Nairobi, qui avait prévenu qu'elle utiliserait la "force létale" contre les manifestants et les avait enjoint à ne pas se déplacer s'ils "tenaient à leur vie", a été contrainte de laisser se tenir la manifestation, qui s'est achevée sans heurts.

En tête du cortège figurait Raila Odinga, qui a lancé, en s'adressant à ses partisans et au sujet du président Kenyatta et du vice-président William Ruto : "nous espérons qu'ils écouteront et accepteront le dialogue. Sinon, nos manifestations seront deux fois plus importantes la semaine prochaine".

Contrairement à 2007, l'élection de 2013 s'était déroulée dans le calme, mais le résultat avait été contesté par M. Odinga, ancien Premier ministre dans le gouvernement d'unité nationale formé après les violences post-électorales de 2007-2008 qui avaient fait plus de 1 100 morts.

## France/Sécurité

### L'homme qui préparait des attentats contre l'Euro-2016

AFP  
Kiev/Ukraine

*Ce Français de 25 ans, repéré en Ukraine, a été arrêté à la frontière polonaise. Il était en possession de 125 kg de TNT et d'un arsenal impressionnant.*

L'ANNONCE de l'arrestation en Ukraine d'un Français soupçonné d'avoir voulu commettre des attentats pendant l'Euro-2016 de football a ravivé hier les craintes pour la sécurité de la compétition, à quatre jours de son coup d'envoi.

Cet homme de 25 ans, arrêté le 21 mai en possession d'un arsenal de guerre, prévoyait "quinze attentats terroristes en France à la veille et pendant le championnat", ont affirmé hier les services secrets ukrainiens (SBU).

Le jeune homme a, selon le SBU, fait part aux enquêteurs ukrainiens de son opposition à la politique migratoire de la France, à "la diffusion de l'islam" et à "la mondialisation" et aurait voulu viser une mosquée, une synagogue et des centres d'impôts en France.

Repéré en décembre 2015

en Ukraine, il a été interpellé à la frontière polonaise après six mois d'enquête, en possession de 125 kg de TNT, deux lance-roquettes antichar, cinq fusils d'assaut Kalachnikov et plus de 5 000 munitions, ont encore dit les services ukrainiens.

Une enquête a été ouverte en France sur cet homme, inconnu des services de police français. Une perquisition a été menée à son domicile dans l'est du pays, mais elle n'a "rien révélé" hormis un T-shirt portant le sigle d'un groupe d'extrême droite, selon une source policière.

Les enquêteurs français n'ont "rien pour confirmer ou infirmer une éventuelle piste terroriste" et vont demander "des compléments d'information" aux Ukrainiens, a précisé cette source.

Le parquet antiterroriste n'est pour l'heure pas saisi. Le suspect est employé comme inséminateur dans une coopérative agricole. Un agriculteur chez qui il intervenait a confirmé à l'AFP un voyage en Ukraine autour de Noël. "Il nous a dit qu'il avait une chérie en Ukraine et qu'il allait de temps en temps chez elle", a ajouté une autre connaissance.

Domicilié à Nant-le-Petit, un village de la Meuse (est)



Photo : AFP

L'arrestation du jeune homme soupçonné de fomenter des attentats en France. De quoi raviver les craintes pour la sécurité de l'Euro-2016.

de 80 habitants, l'homme a été décrit comme "agréable, intelligent et sympathique" par la maire du village et comme un "salaire irréprochable" par son employeur. Aucun des témoins interrogés par l'AFP n'a évoqué un profil d'extrême droite.

**"CARTON ROUGE"** Cette affaire intervient alors que la France est en état d'urgence depuis les attentats jihadistes du 13 novembre à Paris (130 morts). A l'approche de l'Euro-2016, elle a déployé "tous les moyens", selon le président François Hollande, pour écarter le risque d'attentats.

Environ 90 000 policiers, gendarmes et agents de sécurité privés seront ainsi déployés pour sécuriser les stades et fans parks des 10 villes hôtes, qui doivent

accueillir sept millions d'amateurs de foot.

Les forces de sécurité se préparent également au défi plus classique du hooliganisme, avec certains matches faisant l'objet d'une surveillance renforcée, notamment les duels Allemagne-Pologne ou Angleterre-Russie.

Elles devront aussi encadrer une manifestation prévue le 14 juin à Paris par les opposants à un projet de réforme du travail qui suscite une fronde dans le pays depuis plus de trois mois.

Les détracteurs du projet de loi du gouvernement socialiste, qu'ils jugent d'inspiration libérale, ont appelé hier les fans de foot à brandir des affichettes "carton rouge à la loi travail" dans les stades, les fans zones ou les bars.

Des conflits plus sectoriels se sont greffés sur cet ample mouvement et menacent de perturber les déplacements des supporters pendant l'Euro.

Le foyer le plus urgent à éteindre est une grève illimitée des cheminots, qui perturbe significativement le trafic ferroviaire depuis six jours. Sous pression du gouvernement, direction et syndicats ont entamé hier une ultime séance de négociations pour sortir de la crise.

Autre sujet de préoccupation : les pilotes de la compagnie nationale Air France prévoient de faire grève du 11 au 14 juin.

Dans ce climat de tensions, des inondations ont encore alourdi l'atmosphère la semaine dernière, faisant 4 morts et 24 blessés dans la région parisienne et le centre du pays. La facture globale devrait être de plus d'un milliard d'euros (655 milliards de francs).

La pluie s'est arrêtée ce week-end et le premier Euro de l'histoire à 24 équipes a commencé à prendre tournure avec l'arrivée des premières sélections, notamment roumaine, russe et anglaise.

## L'Afrique en bref

• **Afrique du Sud/Attentats.** Pretoria se veut rassurante

Le gouvernement de Pretoria a assuré hier qu'il n'y avait "pas de danger immédiat" en Afrique du Sud, où les Etats-Unis et le Royaume-Uni ont mis en garde contre le risque d'attentats, en particulier dans les centres commerciaux.

• **Burkina Faso/Politique.** Le président somme le Premier ministre de Transition de revenir

Le président burkinabè Roch Marc Christian Kaboré a sommé dans la nuit de dimanche à hier le général Isaac Zida, ancien Premier ministre du gouvernement de transition, de revenir au pays pour rendre compte de sa gestion.

• **Niger/Attentat.** Niamey crie vengeance

Le Niger lavera l'"affront" subi vendredi par son armée, qui a perdu trente hommes dans une attaque massive du groupe islamiste nigérian Boko Haram à Bosso, une localité du Niger proche du Nigeria, a promis son ministre de la Défense, Hassoumi Massoudou.

• **Nigeria/Présidence.** Les ennuis de santé de Buhari

Le président nigérian Muhammadu Buhari, 73 ans, a embarqué hier pour Londres, reconnaissant des problèmes de santé, mais il s'est voulu rassurant malgré l'annulation de plusieurs déplacements récemment.

## A travers le monde

• **Allemagne/Politique.** La course à la présidence lance Merkel vers 2017

Le président allemand Joachim Gauck, 76 ans, a annoncé hier qu'il renonçait à briguer un deuxième mandat, lançant la course à sa succession et compliquant l'équation électorale d'Angela Merkel à quinze mois des législatives de 2017.

• **Jordanie/Violences.** Cinq membres des renseignements tués dans "une attaque terroriste"

Cinq membres des services de renseignements jordaniens ont été tués hier dans une "attaque terroriste" contre leur bureau dans un camp de réfugiés palestiniens, soulevant de nouveau des inquiétudes dans le royaume frontalier de la Syrie et de l'Irak.

• **Pérou/Présidentielle.** Légère avance de Kuczynski sur Fujimori

L'ancien banquier de Wall Street Pedro Pablo Kuczynski maintenait hier une très légère avance au Pérou sur Keiko Fujimori, fille de l'ex-chef de l'Etat incarcéré pour crime contre l'humanité, au terme d'un second tour extrêmement serré dont les résultats définitifs étaient attendus dans la soirée.